

# ACCÉLÉRON LE MOUVEMENT

## GROS PLAN SUR LES DROITS HUMAINS



Le Fonds mondial perpétue l'héritage de la riposte au sida, selon lequel il ne peut y avoir de « santé pour tous » sans respect des droits humains. Grâce à un travail novateur avec les partenaires, nous avons étendu cette approche à la tuberculose et au paludisme.

Le mouvement visant à mettre un terme aux épidémies nous appelle à construire des sociétés plus justes et plus égalitaires. Trop souvent, les personnes les plus vulnérables aux maladies sont celles-là mêmes que l'inégalité de genre, le rejet social ou la discrimination privent d'accès aux soins de santé. La stratégie du Fonds mondial pour la période 2017/2022 reconnaît le besoin d'investissements plus importants pour intégrer et élargir des programmes visant à lever les obstacles aux ripostes nationales pour les trois maladies, afin que chacun puisse avoir accès aux services de santé dont il a besoin.

### LE DÉFI

Il est largement avéré – et la riposte au sida en est la preuve – que si l'on fait abstraction des droits humains, il n'y a que peu de chances pour que toutes les personnes qui en ont besoin accèdent aux services de santé. Lorsque les droits des personnes ne sont pas garantis, elles subissent non seulement des abus et passent par des épreuves, mais elles ne peuvent bien souvent pas participer à la protection de leur propre santé. En particulier, bon nombre des personnes les plus touchées par les trois maladies sont à ce point exclues qu'elles n'ont que peu ou pas d'accès aux services de prévention et de traitement, quand ils ne leur sont pas purement et simplement refusés.

## L'OCCASION

Le Fonds mondial adopte une approche pragmatique et programmatique pour réduire les obstacles liés aux droits humains entravant l'accès aux services de santé. Ce travail en faveur des droits humains augmente l'efficacité de ses subventions en permettant d'atteindre le plus de personnes possible et d'optimiser le recours durable aux services, en particulier pour les plus vulnérables. Promouvoir et protéger les droits humains est l'un des quatre objectifs de la stratégie du Fonds mondial pour la période 2017/2022, qui comprend les cibles suivantes :

- ▶ Mettre en place et intensifier les programmes qui permettent de supprimer les obstacles liés aux droits humains qui entravent l'accès aux services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme
- ▶ Intégrer les principes des droits humains non seulement dans l'élaboration de la subvention mais également dans les politiques et dans leurs procédures d'élaboration

## LEVER LES OBSTACLES LIÉS AUX DROITS HUMAINS

Divers obstacles liés aux droits humains et au genre entravant l'accès à la santé ont pendant longtemps bloqué les ripostes nationales notamment : rejet social et discrimination, inégalité de genre et violence, pratiques punitives, politiques et lois, ou encore inégalités sociales et économiques. La politique du Fonds mondial en matière de pérennité, de transition et de cofinancement demande à présent à tous les pays, peu importe leur niveau de revenus, d'inclure dans leurs propositions des programmes pour remédier à ces obstacles.

Sept domaines programmatiques clés sont efficaces :

- ▶ réduction du rejet social et de la discrimination ;
- ▶ formation des prestataires de soins de santé sur les droits humains et l'éthique médicale ;
- ▶ sensibilisation des législateurs et des agents des forces de l'ordre ;
- ▶ réduction de la discrimination à l'encontre des femmes dans le contexte du VIH et de la tuberculose ;
- ▶ éducation juridique ;
- ▶ services juridiques ; et
- ▶ suivi et réforme des lois, réglementations et politiques pertinentes.

De plus, en ce qui concerne la tuberculose, il est nécessaire d'assurer la confidentialité et le respect de la vie privée, de mobiliser et de garantir l'autonomie des patients et des groupes communautaires, de s'attaquer aux politiques en lien avec l'isolement sous la contrainte ou la détention pour cause de non-observance du traitement antituberculeux et de faire des efforts afin de supprimer les obstacles qui entravent les services de lutte contre la tuberculose dans les prisons. En ce qui concerne le paludisme, il conviendrait de réaliser des évaluations des risques et des faiblesses liés à la maladie au regard des droits humains et des questions de genre, d'assurer une participation active des populations touchées et d'améliorer l'accès aux services de lutte contre le paludisme pour les réfugiés et pour les personnes touchées par les situations d'urgence.

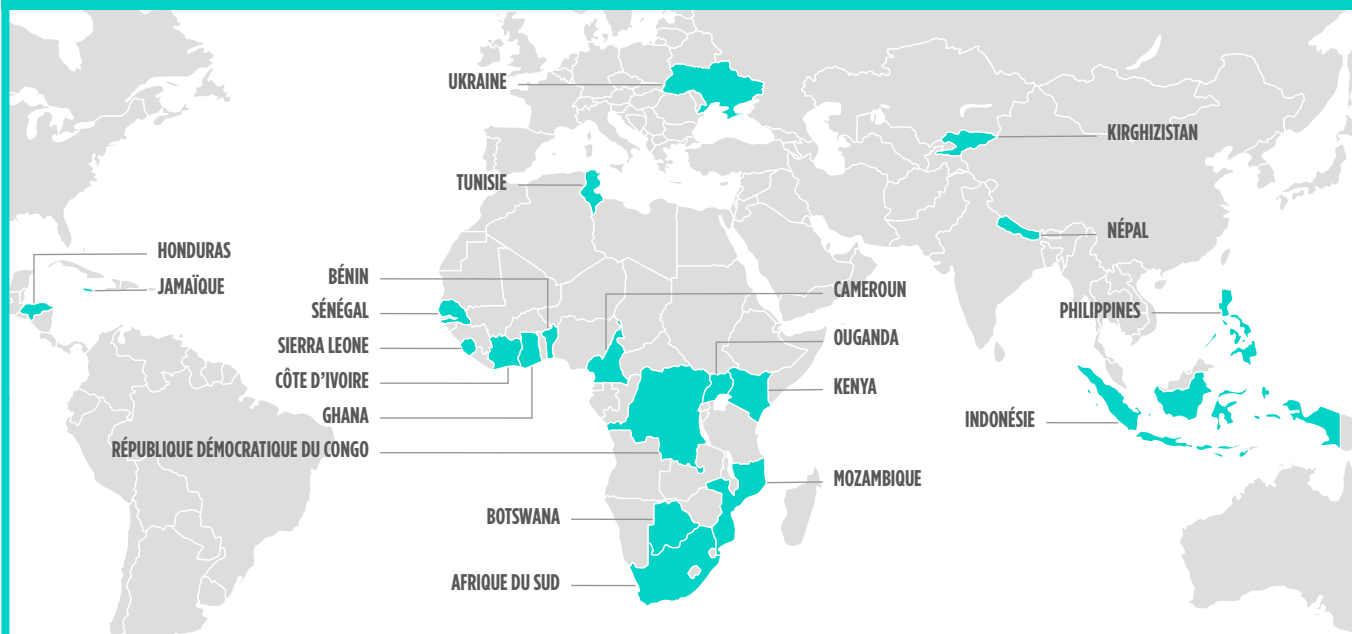
Afin d'aider les maîtres d'œuvre à mettre en place ces programmes, le Fonds mondial a élaboré et distribué des notes d'information techniques sur les droits humains et la tuberculose, le paludisme et le VIH, ainsi que sur les droits humains dans les contextes d'intervention difficiles – les pays ou les régions touchés par des catastrophes naturelles, des conflits ou une mauvaise gouvernance.



Le Fonds mondial / John Rae

**À la prison de Trujillo, au Honduras, Elder (avec le polo jaune) fait office de collaborateur volontaire et assure le suivi d'un codétenu qui est un ancien tuberculeux.** Formé avec l'appui du Fonds mondial, Elder travaille avec les autorités carcérales et le dispensaire local pour sensibiliser les prisonniers à la tuberculose, aider à identifier les cas potentiels et veiller à ce que les patients suivent bien leur traitement. « J'ai vu le besoin, indique-t-il. Mes codétenus souffraient. » Outre la formation, l'appui du Fonds mondial permet au personnel médical de venir régulièrement dans la prison pour des visites et de proposer gratuitement un traitement efficace.

## LES PAYS QUI BÉNÉFICIENT D'UN SOUTIEN GRÂCE À L'INITIATIVE VISANT À LEVER LES OBSTACLES





## L'INITIATIVE BREAKING DOWN BARRIERS

Grâce à notre initiative visant à lever les obstacles, nous apportons un soutien intensif à 20 pays, notamment des fonds supplémentaires s'élevant à 45 millions de dollars US et destinés à considérablement élargir la programmation fondée sur des éléments probants et à réduire les obstacles liés aux droits humains entravant l'accès aux services de lutte contre les trois maladies. Les pays concernés sont l'Afrique du Sud, le Bénin, le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Honduras, l'Indonésie (certaines villes), la Jamaïque, le Kenya, le Kirghizistan, le Mozambique, le Népal, l'Ouganda, les Philippines, la République démocratique du Congo (au niveau provincial), le Sénégal, la Sierra Leone, la Tunisie et l'Ukraine.

Parmi ces 20 pays figurent des pays à fort impact, des contextes d'intervention difficiles, des pays proches de la transition, des pays touchés par des épidémies concentrées et des pays qui prennent part aux efforts visant à intensifier les programmes pour les adolescentes et les jeunes femmes et à s'attaquer aux obstacles en lien avec le genre entravant l'accès aux services.

Dans chacun de ces pays, le Fonds mondial a financé des évaluations de référence avec deux grands objectifs : fournir les données nécessaires pour façonner une riposte complète aux obstacles en lien avec les droits humains et fournir des informations de base sur la situation du pays en ce qui concerne les obstacles existants et les programmes pouvant

les lever, et par rapport auxquelles on peut mesurer l'impact de l'intensification. Les conclusions apportent des données essentielles sur les populations les plus touchées par les obstacles liés aux droits humains, la nature de ces obstacles, les programmes existants, les actions nécessaires pour les supprimer efficacement et les coûts que cela supposerait.

À mesure que s'achèvent les évaluations, des réunions multipartites sont tenues afin de valider les conclusions et soutenir les pays pour qu'ils élaborent des plans et s'attaquent pleinement aux obstacles en lien avec les droits humains. Une composante solide de suivi et d'évaluation mesure l'impact de l'intensification. Dans les 16 premiers pays parmi les 20 dont la demande de financement a été approuvée, les fonds alloués aux programmes visant à réduire les obstacles liés aux droits humains ont presque décuplé et les données des évaluations de référence ont permis d'étayer les propositions de subvention, les demandes de fonds de contrepartie et l'élaboration des subventions. Ce travail se sert des principes des droits humains et les transforme en programmes concrets qui améliorent la santé et le bien-être des personnes touchées par le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Par exemple, le **Mozambique** va investir un total de 7,4 millions de dollars US dans des programmes visant à lever les obstacles liés aux droits humains dans le contexte du VIH. Cela comprendra notamment des formations initiales et continues pour les agents de santé sur la déontologie médicale dans le contexte du VIH et de la tuberculose, des programmes « connaissez vos droits » pour les

communautés assurés par des éducateurs pairs et un suivi communautaire sur la qualité des services dans les établissements de santé.

Le **Népal** va investir 1,3 million de dollars US de ses propres ressources nationales dans des programmes visant à lever les obstacles liés aux droits humains et aux inégalités de genre dans le contexte du VIH et de la tuberculose, le Fonds mondial apportant le même montant de son côté.

Le **Ghana** a pleinement intégré à l'ensemble de ses programmes destinés aux populations-clés les programmes et les approches s'attaquant aux obstacles liés aux droits humains dans le contexte de la tuberculose et s'est assuré que les personnes vivant avec la maladie ou guéries participent pleinement à l'élaboration d'une riposte complète à ces obstacles.

L'objectif est de parvenir à des ripostes complètes : c'est-à-dire lorsque les *bons programmes* sont mis en œuvre pour les *bonnes personnes* de la *bonne manière au bon niveau* d'investissement pour supprimer les obstacles liés aux droits humains et améliorer l'accès aux services de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

### EXEMPLE DES NOMBREUX PROGRAMMES VISANT À RÉDUIRE LES OBSTACLES LIÉS AUX DROITS HUMAINS ENTRAVANT L'ACCÈS AUX SERVICES QUE LE FONDS MONDIAL SOUTIENT

- ▶ Au Kenya, la formation des agents de santé au sujet de la non-discrimination, du travail avec les populations-clés, du consentement en connaissance de cause et de la confidentialité
- ▶ Au Cameroun, la gestion communautaire des prestations de soins de santé et la qualité des services, y compris les ruptures de stock de médicaments
- ▶ Au Mozambique, les éducateurs pairs et les agents de proximité qui travaillent avec les adolescents pour appuyer leur accès à la prévention et au traitement du VIH
- ▶ Au Ghana, un indice sur le rejet social lié à la tuberculose dirigé par la communauté pour mieux appréhender cette question dans le contexte de la maladie
- ▶ En Côte d'Ivoire, les activités menées conjointement entre les travailleurs du sexe et la police pour réduire et prévenir la violence policière, l'extorsion et le harcèlement à l'encontre des travailleurs du sexe
- ▶ Au Sierra Leone, la formation des chefs traditionnels et religieux pour aider à combattre la discrimination et prévenir la violence à l'encontre des populations



## INTÉGRER LES DROITS HUMAINS DANS TOUS LES ASPECTS DE NOTRE TRAVAIL

L'approche du Fonds mondial en matière de droits humains est établie par son Conseil d'administration et fondée sur des consultations avec les autorités publiques, les populations touchées, les spécialistes des droits humains, les organisations de la société civile et les partenaires techniques. Le Fonds mondial s'est engagé à intégrer les principes des droits humains – participation, équité, responsabilité et transparence – tout au long du cycle de subvention, et de plus en plus dans la procédure d'établissement des politiques. Le personnel du Fonds mondial bénéficie d'une formation sur les droits humains, le genre et les populations-clés et vulnérables. Dès la phase du dialogue au niveau du pays, le Fonds mondial travaille avec les pays pour s'assurer que les populations-clés et vulnérables les plus touchées par les maladies sont représentées et ont la possibilité de s'exprimer au cours de la procédure.

## NORMES EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS À L'APPUI DE L'EFFICACITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ

Le Fonds mondial a également établi des normes minimales liées aux droits humains que les maîtres d'œuvre des subventions doivent s'engager à respecter :

- ▶ garantir l'accès aux services à tous sans discrimination, y compris aux personnes en détention ;
- ▶ avoir recours exclusivement à des médicaments ou à des pratiques médicales scientifiquement approuvés et éprouvés ;
- ▶ ne pas faire appel à des méthodes qui constituent un acte de torture ou s'avèrent cruelles, inhumaines ou dégradantes ;
- ▶ respecter et protéger le consentement en connaissance de cause, la confidentialité et le droit au respect de la vie privée concernant le dépistage médical, les traitements ou les services de santé ; et



Le Fonds mondial / Jonas Glatzer

**Le Fonds mondial soutient des programmes qui autonomisent les populations touchées en leur permettant de connaître leurs droits en matière de santé, pour qu'elles se mobilisent autour de ces droits et exigent les changements qui amélioreront la prestation de services dans les établissements de santé et dans les communautés.** Ainsi, ces programmes participent également à l'amélioration des systèmes de santé et à la mobilisation et au soutien pour que les communautés fassent partie de ces systèmes et de la prise de décision.

- ▶ éviter la détention médicale et l'isolement involontaire, qui ne doivent être utilisés qu'en dernier recours.

Pour assurer le respect de ces normes, le Fonds mondial a créé une procédure de dépôt de plaintes pour violation des droits humains. Elle permet à des personnes et groupes de déposer une plainte auprès du Bureau de l'Inspecteur général du Fonds mondial s'ils estiment qu'un maître d'œuvre de subvention a enfreint une des normes relatives aux droits humains. Le Bureau de l'Inspecteur général s'engage à évaluer minutieusement toute plainte, à assurer son suivi et à prendre toute mesure corrective nécessaire.

**Le Fonds mondial concrétise les droits humains dans les vies des personnes touchées par le VIH, la tuberculose et le paludisme grâce à des objectifs ambitieux, à des normes de responsabilité et à des programmes tangibles.**

## ACCÉLÉRONS LE MOUVEMENT

L'élimination des épidémies de VIH, de tuberculose et de paludisme à l'horizon 2030 est en ligne de mire, mais pas encore tout à fait à notre portée. Cependant, après des années de progrès remarquables, de nouvelles menaces – stagnation des financements, problème croissant de la résistance aux médicaments – sont venues freiner cette avancée. Nous arrivons à un moment décisif. Allons-nous intensifier la lutte ou relâcher notre vigilance ? Pour le prochain cycle triennal, le Fonds mondial s'est fixé pour objectif de récolter au moins 14 milliards de dollars US. Cette somme permettra de sauver 16 millions de vies et de réduire de moitié les taux de mortalité imputables au VIH, à la tuberculose et au paludisme d'ici 2023, tout en construisant des systèmes plus solides pour la santé en vue de parvenir à une couverture sanitaire universelle. L'heure est venue d'intensifier la riposte.

## À PROPOS DU FONDS MONDIAL

Le Fonds mondial est une organisation du 21<sup>e</sup> siècle fondée sur le partenariat, conçue pour accélérer la fin des épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme. Formant un partenariat entre les autorités publiques, la société civile, le secteur privé et les personnes touchées par les maladies, le Fonds mondial collecte et investit près de 4 milliards de dollars US par an à l'appui de programmes dirigés par des spécialistes locaux dans plus de 100 pays. En remettant en cause les obstacles et en adoptant des démarches novatrices, nous œuvrons ensemble à aider plus efficacement les personnes touchées par les maladies.

Mai 2019

[theglobalfund.org](http://theglobalfund.org)